

AFFAIRE DE L'ABATTOIR DE RUISSEAU

Le juge instructeur poursuit son enquête

Le juge instructeur près le tribunal correctionnel de Hussein Dey n'a pas définitivement statué dans l'affaire de l'abattoir de Ruisseau (les Fusillés) (Alger), a-t-on appris de source sûre. Ainsi, le magistrat en charge du dossier a décidé de poursuivre son enquête avec l'audition d'autres personnes, prévue dimanche prochain.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est dimanche vers les coups de dix-sept heures, que le magistrat instructeur près le tribunal d'Hussein Dey, en charge de l'affaire de l'abattoir de Ruisseau a terminé les auditions des premières personnes convoquées. La semaine prochaine, un autre groupe de personnes sera également entendu

avant qu'une décision finale ne soit prise à ce sujet.

Sur un autre plan, et selon un communiqué portant la signature du premier responsable de l'Etablissement de gestion des abattoirs et de la poissonnerie d'Alger (EGESAP), M. F. Bentouati, il s'agit d'une poursuite normale et logique d'une affaire déclenchée par les ser-

vices concernés au sujet de la gestion et du vol de 23 carcasses ovines de la chambre frigorifique relevant de l'unité de Ruisseau». «Le directeur général est témoin et partie civile dans cette affaire et non accusé», selon le même document. «Les cadres cités dans votre article ont été traduits devant le juge d'instruction dans l'affaire sus-mensionnée et aucun d'entre eux n'a été incarcéré», ajoute M. F. Bentouati.

Sur un autre chapitre, le directeur général de l'Entreprise de gestion des ports et abris de pêche d'Alger (EGPP--Alger) a tenu à préciser que son entreprise «n'est nul-

lement concernée par cette affaire», arguant que «la gestion de la Pêcherie a été transférée à l'entreprise de gestion des ports de pêche (EGPP) à partir d'octobre 2008».

A ce propos, le directeur général de l'EGPP, M. H. Dadi, dira que l'entreprise qu'il gère, «filiale du port d'Alger, a été créée en 2004 suite à la réorganisation des ports et pêche». «Ainsi, 10 ports ont fait l'objet d'un transfert à l'EGPP et les ports de pêche d'El Djamilia et d'Alger ont été transférés en 2008 à l'EGPP Alger et par voie de conséquence, la gestion de la Hall à marée du port de pêche d'Alger ne

relève plus des missions et attributions de l'EPIC/EGESAP depuis 2008».

A. B.

HAUSSE DES IMPORTATIONS

Le président de la CGEA appelle à revoir le cap

Le président de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA) appelle à revoir le cap en matière de production nationale et d'importations. Invité, hier, de la Chaîne III de la Radio nationale, Habib Yousfi a qualifié la hausse des importations, à près de 47 milliards de dollars en 2011 et en hausse de 14,70%, de «phénomène extrêmement dangereux, dans la mesure où il conditionne l'avenir de nos possibilités de développement». D'où la nécessité, selon le président de cette organisation patronale, de «se pencher» sérieusement sur la segmentation des produits d'importations, notamment les biens de consommation non alimentaires et les demi-produits ou intrants, à hauteur de 18 milliards de dollars. Et une facture dont le mode de financement, notamment par cash et par concours bancaire, à plus de 90%, mais surtout grâce aux recettes d'exportation des hydrocarbures, suscite la perplexité, voire l'inquiétude de l'invité de la radio. Or, une facture d'importation qui pourrait être considérablement réduite si une nouvelle vision en matière de production locale non dépendante des hydrocarbures, de soutien effectif et efficient et non de «saupoudrage», était adoptée, comme le prône Habib Yousfi. L'occasion pour le président de la CGEA d'appeler les banques à financer davantage les entreprises créatrices de richesses que de financer les importations.

Et d'autant que le crédit documentaire a cassé la dynamique entrepreneuriale des Pme et que l'octroi de crédit reste assez biaisé, laisse entendre le président de la Confédération. Ce dernier qui, ainsi, en appelle aux pouvoirs publics pour une meilleure mobilisation du financement bancaire local, au demeurant assez excédentaire et même si le concours bancaire à l'économie est censé avoir cru de 20% en 2011.

C. B.

JUSTICE

Quatre peines capitales prononcées contre le groupe de l'émir Belmokhtar

La peine capitale par coutumace a été prononcée dimanche tard dans la soirée par le tribunal criminel près la cour d'Alger à l'encontre de Mokhtar Belmokhtar, l'ex-émir de la zone 8 du GSPC et actuel chef terroriste sous la bannière d'El Qaida dans la région du Sahel.

Le verdict prononcé par le président du tribunal criminel près la cour d'Alger n'a fait que confirmer le peine requise par le représentant du ministère public. La même peine a été prononcée à l'encontre de trois autres terroristes activant sous la bannière de Belmokhtar connu sous le sobriquet de «Belaouar», jugés par coutumace. Il s'agit de Bourahla Moussa, Benchneb Youcef et Benchneb Mohamed. Par ailleurs, la même instance a prononcé des peines allant de 2 ans à 20 ans de pri-

son ferme à l'encontre de neuf autres personnes, dont trois sont en fuite. Les mis en cause dans cette affaire sont poursuivis pour les chefs d'accusation d'appartenance à un groupe terroriste activant à l'intérieur et à l'extérieur du pays et d'homicide volontaire avec préméditation.

Le tribunal criminel a aussi condamné à 20 ans de prison ferme Benchneb Abdelkader, Gharbi Samir à 5 ans, à 3 ans Bouamar Kamel et à 2 ans Benchneb Karim, Ouaraoui Omar et Belaid Amer.

Selon l'accusation, les faits remontent au 13 mai 2010 lorsque les unités de l'Armée nationale populaire (ANP) ont tendu une embuscade dans la région de Messaâd dans la wilaya de Djelfa, qui a permis d'arrêter le principal accusé dans cette affaire, en l'occurrence Benchneb Abdelkader.

Ce dernier «était chargé de sécuriser le passage des groupes terroristes» qui ont assassiné deux militaires (un commandant et un caporal-chef) dans la commune de Oum Laâdam à

Messaâd, lorsque les éléments de l'ANP ont tenté de les arrêter. Selon l'arrêt de renvoi, Benchneb Abdelkader condamné a reconnu, durant toutes les étapes de l'enquête, avoir accompagné deux terroristes et sécurisé leurs déplacements jusqu'à ce qu'ils parviennent à assassiner les deux militaires, Laânabi Bouzid et M'kassem Mohamed, au carrefour de Messaâd à Oum Laâdam.

Lors du procès, les parents de ces deux victimes ont mis l'assistance en émoi total, lorsqu'ils ont été invités par le président du tribunal criminel à prendre la parole. «Je n'ai pas vu mon fils Bouzid durant quatre mois.

Lorsqu'il a franchi le seuil de la maison parentale, il était dans un cercueil. Je ne pardonnerai jamais à ses assassins qui lui ont ôté la vie. Mon fils n'a fait que défendre son pays», a indiqué la mère du défunt venu de Djelfa et qui n'a pas pu retenir ses larmes.

Abder. B.

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Une agence de prévention des risques sera créée

Une agence de prévention des risques liés à la consommation sera créée, selon le ministre du Commerce qui mise, par ailleurs, sur l'amélioration de la régulation du marché.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - L'Etat a manqué d'engagement efficient dans la régulation du marché notamment de gros. Une évidence, une lapalissade, dont le discours gouvernemental manque pourtant de s'affranchir. Et c'est justement le ministre du Commerce qui avait réuni, hier au Palais des expositions (Pins-Maritimes), les cadres de l'administration centrale et des services extérieurs de son département, qui la réitère. Ainsi, selon Mustapha Benbada, «l'Etat a moins investi dans les infrastructures commerciales», notamment celles du marché de gros, outre la mauvaise qualité de gestion. Et cela même si le ministre du Commerce qui semble satisfait du bilan 2011 de son département, effectué dans «un contexte assez sensible», au plan politique et économique, mise énormément sur l'amélioration de la régulation par le biais de la réorganisation des structures commerciales.

En ce sens, l'on rappelle la création de l'entreprise publique économique Magros, chargée de la réalisation et gestion des marchés de gros. Mais aussi sur le renforcement du dispositif de contrôle commercial et répression de la fraude, en citant

la réalisation et réhabilitation de plus de 200 inspections et structures territoriales de contrôle.

Et avec l'objectif d'élargir le nombre de laboratoires de contrôle des produits et de la répression des fraudes au niveau des wilayas de 20 actuellement à 48, outre le laboratoire national d'essai des produits industriels, en cours de réalisation à Sidi Abdallah (Zéralda). Et dans la mesure où 789 845 interventions des services d'inspection ont eu lieu dont 156 844 ont porté sur des infractions à la réglementation, avec l'élaboration de 139 724 dossiers transmis aux instances judiciaires. Outre la fermeture de 8 788 locaux commerciaux, les inspections et actions de contrôle ont révélé un chiffre d'affaires dissimulé de 42,1 milliards de dinars de transactions sans factures. Mais aussi le contrôle de 89 376 containers, dans le cadre de contrôle de conformité aux frontières dont 1 110 ont été bloqués, pour une valeur de 5,6 milliards de dinars. Ainsi que la saisie de 379,84 millions de dinars de produits non conformes ou impropres à la consommation notamment. Dans ce cadre, Mustapha Benbada qui a appelé les directions territoriales à davantage d'efficacité et d'anticipation et coordination, en matière de suivi et gestion du marché, a également évoqué plusieurs actions pour la protection du consommateur. Ainsi, le ministre du Commerce évoque la création d'une instance consultative vouée à la protection du consommateur et d'une agence de

prévention des risques liés à la consommation. Il est également question de mettre en place un réseau d'«alerte précoce» pour la protection du consommateur contre les produits alimentaires et industriels pouvant présenter un risque sur sa santé. Les textes relatifs à

ces instances sont en cours d'élaboration, selon Mustapha Benbada qui mise également sur le renforcement des ressources humaines en matière de contrôle (recrutement de 2 500 inspecteurs durant les deux prochaines années).

C. B.

RETRAIT DU LAIT IMPROPRE

À LA CONSOMMATION

Des actions judiciaires engagées contre le propriétaire de l'usine

Des actions judiciaires seront engagées contre le propriétaire de l'usine impliquée dans l'affaire du lait impropre à la consommation à El Bayadh. Selon le ministre du Commerce, les investigations se poursuivent encore et le produit portant marque Leco Lait a été retiré du marché après des résultats bactériologiques positifs.

C. B.

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Le «seuil psychologique» a été dépassé, selon Benbada

Le « seuil psychologique » des 2 milliards de dollars pour les exportations hors hydrocarbures a été dépassé, selon le ministre du Commerce. En effet, ces exportations ont atteint les 2,15 milliards de dollars (2149 milliards de dinars) en 2011, en hausse de 40,83% et de manière «positive» selon Mustapha Benbada. L'occasion pour le ministre d'en appeler à «veiller aux entreprises exportatrices, en vue de réduire la dépendance aux hydrocarbures. Par ailleurs, Mustapha Benbada estime que l'année 2012 sera propice à la «reprise sérieuse» des négociations en vue de l'accession de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En ce sens, Mustapha Benbada en appelle au soutien des partenaires européens et commerciaux pour favoriser cette accession.

C. B.

L'ex-wali d'El Tarf condamné à deux ans de prison ferme

Le juge du tribunal de première instance de la wilaya d'Oum El-Bouaghi a condamné, hier, l'ex-wali d'El Tarf, Arrar Djillali, à deux ans de prison ferme et à 200 000 dinars d'amende et acquitté la directrice de la DAS (Direction de l'action sociale) et actuelle directrice du secteur dans la wilaya de Annaba, Saliha M. Cette affaire, la première jugée en instance, concerne le détournement de financements destinés aux associations et ce, au profit de la campagne présidentielle de 2004.

Daoud Allam